



Le Réveil social



N. 6 - SEPTEMBRE 1988

4ème année - Nouvelle série
200 Lires
Expédition abonnement
groupe postal 3° (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du
SAVT Syndicat Autonome
Valdôtain des Travailleurs

Un remerciement profond

A la fois, quand il y a une profonde réorganisation quand des amis, qui avec nous ont joui, souffert et lutté, quand ces camarades quittent le Syndicat pour de différentes raisons, nous tous nous sommes pris par un sens de mélancolie, de tristesse à nous détacher de nos amis dans la continuation du travail syndical. Mais aussi nous sentons un affaiblissement dans l'organisation, on pourrait même dire de se sentir plus pauvres.

Dans ces détachements on ne quitte pas seulement le camarade, mais aussi un fonctionnaire, une expérience de travail. C'est le cas de nos trois amis:

Ivo GUERRAZ Secrétaire adjoint du S.A.V.T., Secrétaire du S.A.V.T.-Metallos et de la FLM, qui a commencé à travailler au S.A.V.T. à partir du 1/3/1979 en recouvrant plusieurs charges pour arriver au maximum de responsabilité à l'intérieur du Syndicat. Un camarade qui a quitté trop tôt la vie syndicale, une vie qui donne des satisfactions, mais aussi des tensions et un charge non indifférent de problématiques. Nous rappelons Ivo pour sa précision et obstination dans la solution des problèmes.

Gino AGNESOD ami qui a remplacé, à partir du 12/1/1981 M. Priod Piero, fonctionnaire pour la Basse Vallée et mort prématuré lors d'un accident de voiture.

Gino, fonctionnaire de la Basse Vallée et membre du Secrétariat du S.A.V.T., nous a quitté à la suite de ses démissions lors de sa présentation dans la liste de l'U.V. à l'occasion de la dernière compétition électorale. Compétition qu'à vu élire Gino à conseiller régional. De Gino nous rappelons la patience, l'abnégation et la préparation au service du S.A.V.T. et de tous les travailleurs.

Elisa JEANTET amie, qui à partir du 1/9/1986, avec courage a voulu se détacher au Syndicat à recouvrer, avec responsabilité, une situation lourde et difficile dans la catégorie de l'école. Cette tâche lui a comporté des problèmes personnels et pour cette raison elle a demandé à la catégorie de la remplacer avec un nouveau fonctionnaire. D'Elisa nous rappelons sa précision et sa responsabilité. A ces amis, qui n'oublierons pas, à ces amis qui ont achevé leur tâche syndicale, à ces camarades que nous voudrions avoir encore à nos côtés pour poursuivre le travail syndical, le Secrétariat, le Comité Directeur et le S.A.V.T. tout adressent un remerciement profond.

Nous sommes sûrs que votre engagement dans le social et pour les travailleurs ne cessera pas et surtout que vous serez toujours au service du S.A.V.T. et de la Vallée d'Aoste. A bientôt!

Si d'un côté il y a des personnes qui terminent le travail syndical, nous en voyons d'autres qui se prennent charge de cette tâche.

Ça nous réjouit beaucoup. Nous vivons un moment où la valeur prédominante est l'individualisme et donc, par conséquence, les organisations sont en crise, surtout celles sociales et solidaristes. Quand même nous pouvons vérifier qu'il y a des gens, des jeunes, des femmes qui vont contre courant, embrassent la cause syndicale en se posant au centre d'un service pour les travailleurs et surtout pour ceux qui ont plus besoin. Tout ça nous dit qu'il y a encore d'espace, qu'on peut encore travailler ensemble, que la compréhension, la dialectique et la solidarité peuvent être encore une méthode de vie.

Mais surtout ça nous dit que la bataille pour l'émancipation fédéraliste du travailleur valdôtain a toujours de la nouvelle lympe et que la défense de la culture et de l'autonomie valdôtaine est loin de tomber.

Un même remerciement, donc, à **SOUZAZ Giuseppe** qui a repris l'engagement et l'assistance de **AGNESOD** pour la Basse Vallée; à **BERTOLO Liliana** qui a remplacé dans le secteur de l'école M. Ie Jeantet; à **BIONAZ Danilo** qui est en train de commencer la vie syndicale dans le secteur tertiaire et de la construction.

A ces nouveaux amis et camarades tout le S.A.V.T. envoie les meilleurs souhaits de bon travail.

Conglobamento nello stipendio dei lavoratori del pubblico impiego di una quota di indennità integrativa speciale

In seguito alle disposizioni previste dal D.P.R. 17 settembre 1987, n. 494 per il personale dei Ministeri, degli enti pubblici non economici, degli enti locali, delle aziende e delle amministrazioni dello Stato ad ordinamento autonomo, del Servizio Sanitario Nazionale e della scuola con decorrenza dal 30 giugno 1988 è stata conglobata nello stipendio iniziale di livello in godimento alla stessa data una quota di indennità integrativa speciale (contingenza) pari a lire 1.081.000 annue lorde e la contemporanea riduzione della predetta indennità spettante al personale in servizio per il medesimo importo.

Ciò comporta un automatico aumento degli iniziali di livello di L. 1.081.000 e la riduzione per un pari importo della I.I.S.. Pertanto la paga base mensile tabellare aumenta di L. 90.083 e di uguale cifra diminuisce l'indennità I.S..

I nuovi stipendi hanno effetto, oltre che sulla 13ª mensilità, sul trattamento ordinario di quiescenza, normale privilegiata, sulla indennità di buonuscita e di licenziamento, sull'assegno alimentare previsto dall'art. 82 del DPR 10/1/57, n. 3, sull'equo indennizzo, sulle ritenute previdenziali e relativi contributi, sui contributi di riscatto, nonché sulla determinazione degli importi dovuti per indennità integrativa speciale.

Il Ministero del Tesoro ha già inviato alle Amministrazioni interessate apposite circolari per una corretta applicazione di tale modifica.

In pratica, nel corrente anno non vi è nessun beneficio economico in quanto la nuova disposizione non ha fatto che «travasare» una quota di contingenza nella paga base. Anche la misura oraria del compenso per lavoro straordinario non subirà modifiche per quest'anno in quanto per la determinazione di tale compenso si fa riferimento, per tutto l'anno, alla I.I.S. in godimento nel mese di dicembre dell'anno precedente.

Benefici ne deriveranno dal prossimo anno in quanto il computo dell'importo degli scatti di anzianità si farà su un iniziale di livello maggiore.

A chiarimento riportiamo gli importi dei nuovi livelli base annui in vigore dal 30 giugno 1988 per i comparti più rappresentativi:

U.S.I.

Liv. 1°	£. 4.881.000
Liv. 2°	£. 5.631.000
Liv. 3°	£. 5.981.000
Liv. 4°	£. 6.631.000
Liv. 5°	£. 7.381.000
Liv. 6°	£. 8.281.000
Liv. 7°	£. 9.581.000
Liv. 8°	£. 11.481.000
Liv. 9°	£. 13.081.000
Liv. 10°	£. 14.981.000
Liv. 11°	£. 18.081.000

ENTI LOCALI

Liv. 1°	£. 4.881.000
Liv. 2°	£. 5.541.000
Liv. 3°	£. 6.081.000
Liv. 4°	£. 6.731.000
Liv. 5°	£. 7.721.000
Liv. 6°	£. 8.581.000
Liv. 7°	£. 9.781.000
Liv. 8°	£. 13.081.000
1° qual. dirig.£.	14.981.000
2° qual. dirig.£.	18.081.000

PERSONALE COMPARTO SCUOLA

Liv. 3°	£. 5.881.000
Liv. 4°	£. 6.881.000
Liv. 5°	£. 8.531.000
Liv. 6°	£. 8.531.000
Liv. 7°	£. 9.981.000
Liv. 8°	£. 11.481.000
Liv. 8° bis	£. 13.081.000
Pers. direttivo£.	13.581.000
Isp. tec. -perif. £.	14.181.000

PERSONALE COMPARTO MINISTERI

Liv. 1°	£. 4.881.000
Liv. 2°	£. 5.481.000
Liv. 3°	£. 5.881.000
Liv. 4°	£. 6.581.000
Liv. 5°	£. 7.281.000
Liv. 6°	£. 8.281.000
Liv. 7°	£. 9.481
Liv. 8°	£. 11.481.000
Liv. 9°	£. 13.381

Nuovo segretario al SAVT-Metallos e alla FLM

Il 26 agosto 1988 si è riunito il Direttivo del SAVT/Metallos per esaminare la situazione della categoria e procedere alla sostituzione del Segretario IVO GUERRAZ, che ha presentato le dimissioni da tale incarico per motivi personali.

Il Direttivo del SAVT/Metallos, nel prendere atto delle decisioni assunte dal Segretario, ha ringraziato IVO GUERRAZ per il proficuo lavoro svolto nel SAVT ed in particolare nella categoria dei Metalmeccanici, che ha prodotto notevoli risultati sia sul piano della formazione e sia sul piano di rappresentanza, infatti il SAVT/Metallos registra in Valle d'Aosta il numero più alto di lavoratori iscritti rispetto agli altri sindacati.

Il Direttivo del SAVT/Metallos ha inoltre proceduto all'unanimità alla nomina del nuovo Segretario nella persona di FIRMINO CURTAZ, già responsabile del settore edile e dell'ufficio vertenze del SAVT.

Comunicato de presse

Le Comité Directeur du S.A.V.T., réuni le 9 septembre, a examiné une série de problèmes parmi lesquels ceux concernant la réorganisation des organes du Syndicat.

Un point à l'ordre du jour concernait la substitution de M. Ivo GUERRAZ, dimissionnaire pour des problèmes personnels et celle de M. Gino AGNESOD, à cause d'incompatibilité vis-à-vis des normes statutaires du S.A.V.T..

Les membres du Comité ont nommé en leur substitution M. Ie Daniela SARTEUR (SAVT/ÉCOLE) et M. Attilio FASSIN (SAVT/ELE) et, en qualité de Secrétaire Responsable adjoint, M. Firmino CURTAZ.

Le Comité Directeur a aussi remercié M. Ivo GUERRAZ et M. Gino AGNESOD pour leur active collaboration donnée pendant plusieurs années à l'intérieur du SAVT.

Le secrétaire du SAVT est ainsi composé:

- M. Ezio DONZEL - Secrétaire Responsable
- M. Firmino CURTAZ - Secrétaire Responsable Adjoint
- M. Ie Daniela SARTEUR
- M. Attilio FASSIN
- M. Rinaldo GHIRARDI
- M. Lino GRIGOLETTO
- M. Luigino IMPERIAL
- M. Félix ROUX - Secrétaire administratif

Le Comité Directeur du S.A.V.T. a en outre mis en évidence l'opportunité de favoriser des initiatives visant à renforcer la présence active du S.A.V.T. dans les différentes réalités du monde du travail en chargeant le Secrétariat de prédisposer des instruments aptes à:

- organiser des cours de recyclage et de formation syndicale des cadres;
- entraîner et renforcer les structures vis-à-vis des activités syndicales;
- engager ultérieurement l'information au moyen du journal du S.A.V.T. «Le Réveil Social».

Le Comité Directeur du S.A.V.T.

Accordo alla cooperativa latte e fontina

di Rinaldo GHIRARDI



Non per tutte le aziende il periodo estivo è periodo feiale. È il caso della Cooperativa Produttori Latte e Fontina, che dato il particolare tipo di lavorazione vede durante l'estate un intenso periodo di lavoro per cui è inoltre necessaria l'assunzione di lavoratori stagionali.

Si è aperta quindi la contrattazione integrativa.

I punti principali delle richieste riguardavano tutta una serie di problematiche all'interno dell'azienda quali: organici - ambienti - inquadramento professionale e premi di produzione.

Per quanto riguarda gli organici non sono previste assunzioni ulteriori se non per sostituzione di personale dimissionario.

Per gli ambienti sono previsti una serie di investimenti atti a migliorare le attuali condizioni di lavoro nei vari magazzini e la costruzione di un nuovo magazzino per il congelamento presso l'autoporto. Un discorso va fatto sul

l'inquadramento in quanto in azienda mancano tutta una serie di professionalità per poter permettere il passaggio di livello ai lavoratori, sono comunque state individuate due persone per il passaggio al quarto livello in quanto oltre alle normali mansioni svolgono altri lavori all'interno della Cooperativa.

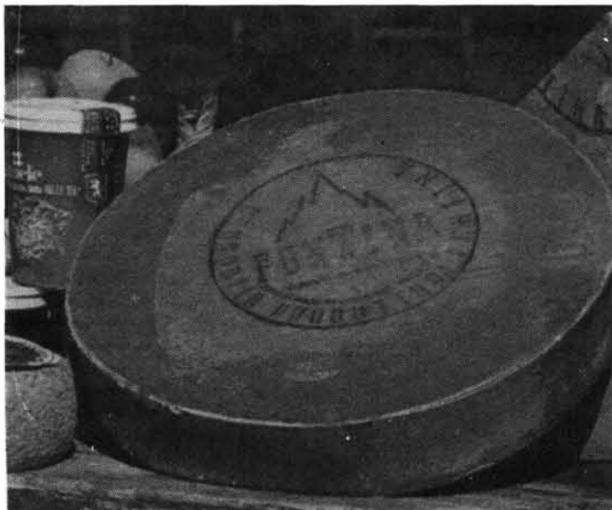
Si è proceduto inoltre al rinnovo del premio di produzione di ulteriori 20.000 lire mensili per quattordici mensilità per cui i nuovi importi mensili in base ai livelli risultano

5-6 livello	65.000
3°-4 livello	75.000
1°-2	85.000

È stata inoltre istituita l'indennità di disagio del 3% su paga base e contingenza scaglionata in tre tranches:

1% dal 1/7/88
2% dal 1/7/89
3% dal 1/7/90

Anche se rimangono alcune cose da definire riteniamo che l'accordo sia positivo e possa soddisfare le richieste dei lavoratori.



Prestazioni economiche di malattia Sanzione per assenza ingiustificata a visita di controllo. Sentenza Corte Costituzionale n. 78 del 14/26 gennaio 1988

In conformità dell'art. 5, 14° comma, del D.L. 12.9.1983, n. 463, convertito con modificazioni nella legge 11.11.1983, n. 638, erano state emanate istruzioni in base alle quali, in caso di assenza ingiustificata del lavoratore a visita medica di controllo, era prevista la perdita totale dell'indennità per i primi 10 giorni (sanzione al 100%) e della metà per il restante periodo (sanzione al 50%), con esclusione delle giornate di ricovero e di quelle accertate attraverso visite di controllo.

La Corte Costituzionale, con sentenza n. 78 del 14/26 gennaio 1988, ha dichiarato illegittimo il predetto art. 5, 14° comma,

«nella parte in cui non prevede una seconda visita medica di controllo prima della decadenza dal diritto a qualsiasi trattamento economico di malattia nella misura della metà per l'ulteriore periodo successivo ai primi 10 giorni» confermando invece il principio di cui alla legge medesima secondo il quale al lavoratore assente alla (prima) visita medica di controllo non compete l'indennità economica di malattia per i primi 10 giorni.

In sostanza, a seguito della sentenza di cui trattasi, le due sanzioni (decadenza, rispettivamente, al 100% e al 50%) sono divenute autonome tra loro, fondandosi su due distinti accertamenti sanitari.

In conformità al contenuto della sentenza citata si imputano quindi le seguenti istruzioni.

Nel premettere che le assenze oggetto della circolare si riferiscono, come ovvio, ad «assenze ingiustificate» e che continuano a non essere sanzionabili i periodi di ricovero ospedaliero e quelli accertati da visite di controllo, si precisa che, ancorché la sentenza di interesse preveda, letteralmente la decadenza nella misura del 50% solo dopo l'effettuazione di una seconda «visita», in realtà tutte le argomentazioni svolte dalla Corte portano a concludere per l'irraggiungibilità della predetta sanzione, a decorrere dall'11° giorno sanzionabile, solo dopo una seconda

«assenza».

Qualora quindi nel corso della malattia sia stata predisposta un'unica visita medica di controllo ed il lavoratore si sia ingiustamente sottratto ad essa, la sanzione sarà applicabile nella misura al 100% nei primi 10 giorni di malattia, mentre per il restante periodo verrà corrisposta l'indennità in misura intera.

Analoghe conseguenze, come sopra accennato, comporta ovviamente la constatazione di una sola assenza, essendo state altre visite regolarmente eseguite, salvo, se del caso, la diversa decorrenza di applicazione della sanzione (ad

segue a pagina 4

Così le pensioni senza tetto

La polemica sul tetto di pensione INPS è esplosa in modo virulento dopo che il legislatore, con anni di colpevole ritardo, ha abolito il tetto. Improvvisamente tutte le altre categorie sono rimaste colpite dal fatto e si sono messe in agitazione (ovviamente quelle che hanno un tetto di pensione) per ristabilire le distanze con la legislazione INPS.

Il tetto è stato in pratica abolito dalla legge finanziaria 1988, dato che in pensione si calcolano, sia pure con un rendimento decrescente ed inferiore, anche le retribuzioni superiori al tetto di 38 milioni 725 mila lire.

È stata finalmente resa giustizia ai molti lavoratori che, iscritti all'INPS e vantando stipendi medio-alti, venivano letteralmente decapitati dal tetto. Mentre gli stipendi pagano i contributi fino all'ultima lira la pensione veniva calcolata solo fino alla misura del tetto, con un

gravissimo svantaggio per il contribuente il quale era costretto, se voleva mantenere un decente importo di pensione, a ricorrere alle assicurazioni private per costruirsi una previdenza integrativa, che per principio è molto cara.

Come si vede, il problema riguarda solo i lavoratori che hanno una retribuzione da 39 milioni lordi in su, cioè lavoratori che grosso modo hanno stipendi netti mensili di 2 milioni di lire.

Sopra il tetto la pensione viene valutata all'1,50% annuo, all'1,25%, all'1% a seconda di varie fasce retributive. Da 64 milioni 283 mila lire la pensione è pari all'1% dello stipendio annuo, cioè al 40% dello stipendio nel caso di anzianità contributiva massima.

In tabella indichiamo lo sviluppo del tetto dal 1968 in poi. Come si ha modo di vedere, il tetto 1968 era molto alto, tanto è vero

che nessuno in pratica veniva «decapitato» da tale misura. È con l'andare degli anni che il tetto, aumentato in modo molto parco, ha incominciato ad andare «stretto» a molti lavoratori, diventando in pratica una «tagliola» irrazionale e asociale. Non si vede infatti perchè alcuni lavoratori - sia pure con stipendi di tutto rispetto - debbono pagare in modo così pesante la solidarietà sociale, mentre intere altre categorie di lavoratori, pur anche esse con stipendi elevati, da sempre sono esenti da qualsiasi tetto.

Infatti - è bene ricordare - il tetto peggiore era proprio quello INPS che in pratica non ha consentito di avere pensioni superiori alla cifra mensile lorda di 2 milioni 264 mila lire circa (al netto la somma è di gran lunga sotto i due milioni).

Gli statali, ad esempio, non hanno alcun tetto e così dicasi dei dipendenti degli Enti locali iscritti alla

Cpdel. Non hanno tetto i lavoratori iscritti ai Fondi speciali di previdenza gestiti dall'INPS, ed in pratica non hanno tetto neanche i dirigenti industriali iscritti all'INPDAl i quali - tra previdenza di base, integrativa ed aggiuntiva - hanno in pratica la pensione calcolata sull'intera retribuzione.

Sono ora rimasti ultimi della fila i giornalisti che hanno un tetto rapportato a circa 48 milioni di retribuzione e sugli stipendi eccedenti la pensione viene riconosciuta con un rendimento di gran lunga più basso di quello finalmente riconosciuto all'INPS.

L'abolizione del tetto INPS è d'altro canto anche una saggia risposta alla necessità della gente di costruirsi una pensione più alta. Mentre il tetto spingeva obiettivamente a rivolgersi a forme integrative di previdenza, la possibilità attuale di avere in pratica una pensione di gran lunga più alta e comunque più vicina al salario, ha tolto questo bisogno. È una risposta politica d'assalto delle compagnie private di assicurazione. E non è poco.

Periodo	Massimale di retribuzione pensionabile		Commisurazione pensione alla retribuzione %	Importo massimo di pensione conseguibile	
	Importo annuo	Importo settimanale		Importo annuo	Importo mensile
1.5.1968	12.601.680	242.340	65	8.191.300	630.100
1.1.1969	12.601.680	242.340	74	9.324.900	717.300
1.1.1976	12.601.680	242.340	80	10.080.850	775.450
1.1.1981	18.500.000	355.770	80	14.799.200	1.138.400
1.1.1983	20.271.000	389.827	80	16.216.200	1.247.400
1.1.1984	21.271.000	409.058	80	17.016.350	1.308.950
1.1.1985	32.000.000	615.385	80	25.598.500	1.969.150
1.1.1986	34.807.000	669.366	80	27.844.700	2.141.900
1.1.1987	36.787.000	707.442	80	29.428.100	2.263.700
1.1.1988	Fino a 38.725.000		80%	30.979.000	2.383.000
	Da 38.726.000 a 51.504.000 lire		60%	7.666.800	589.750
	Da 51.505.000 a 64.283.000 lire		50%	6.389.000	491.450
	Oltre 64.283.000 lire		40%		

le Réveil social

LE REVEIL SOCIAL
SAVT, 2 Place Manzetti
11100 Aosta (Tel. 0165/44336)
Dir. Resp.: Ezio DONZEL
Stampa: Arti Grafiche Duc
73, Av. Bataillon d'Aoste
11100 Aosta (Tel. 0165/41147)
Autorizzazione Trib. Aosta
n. 15 del 9.12.1982

Maternità aumenta l'assegno

Lavoratrici autonome pari alle dipendenti

In base alla legge n. 546 del 1987 le lavoratrici autonome in caso di parto, di aborto spontaneo o terapeutico, riceveranno una indennità per i 2 mesi antecedenti e i 3 successivi al parto, dell'80% della retribuzione minima del settore.

La prestazione viene concessa alle artigiane, alle commercianti e alle coltivatrici dirette che sono regolarmente iscritte nelle rispettive gestioni pensionistiche in qualità di titolari o collaboratrici (coniuge, figlia, nipote in linea diretta, sorella, ecc.) e che abbiano effettuato tutti i versamenti contributivi dovuti.

Quest'ultimo requisito è certamente condizione indispensabile tant'è che l'INPS richiede in allegato all'apposita domanda la fotocopia del bollettino dal quale risul-

ti il versamento della rata contributiva in corso al momento della richiesta della prestazione. L'indennità giornaliera compete per i seguenti periodi: i due mesi antecedenti la data presunta del parto; l'eventuale periodo intercorrente tra la data presunta e la data effettiva del parto; i tre mesi successivi alla data effettiva del parto. Spetta anche per un periodo di 30 giorni in tutti i casi di aborto spontaneo o terapeutico verificatosi non prima del terzo mese di gravidanza e, in caso di adozione e affidamento preadottivo, per i tre mesi successivi all'effettivo ingresso del bambino nella famiglia, a condizione che questo non abbia superato i sei anni di età.

Naturalmente l'indennità spetta per tutte le giornate comprese nei periodi

indicati, con la sola esclusione delle domeniche e delle giornate festive nazionali e infrasettimanali.

Per quanto riguarda l'ammontare della prestazione, per le lavoratrici autonome esercenti attività commerciali è pari all'80% del limite minimo della retribuzione giornaliera (per l'88 di 31.376 che vuol dire 25.100 lire di indennità, per le artigiane il minimo giornaliero è 35.530 che vuol dire 28.424 di indennità, per le coltivatrici dirette il minimo giornaliero è 33.600 che vuol dire 26.880 di indennità).

Le procedure per ottenere l'assegno sono piuttosto semplici. È sufficiente inoltrare una domanda specifica all'INPS su un apposito modulo reperibile presso gli uffici dell'ente patronato del SAVT. Alla do-

manda deve essere allegato il certificato medico di gravidanza rilasciato dall'Unità Sanitaria Locale per quanto riguarda i 2 mesi antecedenti il parto; relativamente al periodo successivo (3 mesi) va prodotto il certificato di assistenza al parto ovvero, nel caso in cui ciò sia impossibile il certificato di stato di famiglia. Ai fini invece di pagamento per l'indennità giornaliera in caso di aborto, occorre insieme alla domanda allegare un idoneo certificato rilasciato dall'U.S.L. attestante la data dell'aborto ed il mese di gestazione in cui si è verificato l'evento.

Nei casi di adozione o affidamento è necessario presentare la copia dei relativi provvedimenti.

Per ulteriori informazioni presentarsi presso le sedi del Patronato SAVT.

Intesa per il lavoro domestico

Anche le COLF hanno un nuovo contratto di lavoro. L'ipotesi siglata con la federazione italiana datori di lavoro domestico, prevede sotto il profilo politico di notevole interesse la costituzione di osservatori paritetici a livello provinciale/regionale tra OO.SS. e Datori di lavoro, con il compito di seguire i fenomeni del lavoro domestico (occupazione, lavoratori stranieri, formazione professionale, ecc.); la possibilità di assumere lavoratori studenti di età compresi tra i 16 e i 29 anni in regime di convivenza con un orario di 24 ore settimanali (interamente compreso tra le ore 6 e le ore 14 oppure tra le ore 14 e le ore 22).

Dal punto di vista dei trattamenti, viene istituito il 1° livello super, in cui vengono inquadrati i lavoratori che attestino professionalità specifiche sul piano pratico-operativo, e che siano in possesso di un diploma specifico o attestato professionale.

L'orario di lavoro per il personale convivente è ridotto di 2 ore settimanali rispetto al C.C.N.L. precedente e precisamente 56 ore invece di 58. Tale riduzione in accordo tra le parti potrà essere accumulata e usufruita congiuntamente al riposo settimanale o alle ferie.

L'indennità sostitutiva del

vitto e alloggio passa dalle 2.600 giornaliere alle 3.500, così suddivise:

Lire 1.350 per ciascun pasto
Lire 800 per pernottamento

Gli scatti di anzianità sono stati elevati da 4 a 7.

La decorrenza del contratto ha validità dal 1° Aprile 1988 fino al 31 marzo 1991.

Tabella dei nuovi minimi retributivi in vigore dal 1° aprile 1988

Tabella «A» — Conviventi	
1 cat. super	L. 550.000
1 categoria	L. 500.000
2 categoria	L. 400.000
3 categoria	L. 300.000
— 18 anni	L. 250.000
— 16 anni	L. 200.000

Orario ridotto per lavoratori/studenti (24 ore settimanali)

1 cat. super	L. 330.000
1 categoria	300.000
2 categoria	L. 250.000
3 categoria	L. 200.000
— 18 anni	L. 160.000
— 16 anni	L. 140.000

Tabella «B» — Non conviventi

1 categoria super	L. 5.500
1 categoria	L. 5.000
2 categoria	L. 4.000
3 categoria	L. 3.000
— 18 anni	L. 2.500
— 16 anni	L. 2.000

Ticket più cari sulle medicine



Le decisioni estive del Governo hanno portato ad un notevole inasprimento dei ticket sui consumi farmaceutici. La manovra economica del Governo — proiettata a contenere la maggiore spesa sanitaria per l'anno 1988, stimata in circa 5.500 miliardi — si articolava su di una vasta gamma di ipotesi: reintroduzione del ticket sulle prestazioni di diagnostica strumentale e di laboratorio (mediante un sistema di partecipazione alla spesa utilizzando marche in cifra fissa variabili in base al tipo di prestazione richiesta), aggravio del ticket sulla seconda ricetta, passaggio alla assistenza indi-

retta per quanto concerne i farmaci, limitazione delle prestazioni extra per i medici di base. Abbiamo più volte ribadito che, in effetti, è improprio parlare di splafonamento della spesa sanitaria per l'anno 1988, in quanto essa è stata sostanzialmente sottostimata, assegnando la legge finanziaria praticamente quanto desunto dal consuntivo 1987. Per non parlare poi di stima errata per quanto riguarda importanti voci di spesa, quali contratti e convenzioni, oppure di sottostima, quali la spesa per convenzionamento esterno. Comunque, di fronte alla miopia cronica dei nostri

governanti che da anni, invece di procedere a riforme strutturali del servizio insistono sempre con misure congiunturali intervenendo sui ticket.

Le decisioni governative si sono concretizzate nel decreto legge 30 luglio 1988, n. 307, che ha così modificato il regime dei ticket sui farmaci.

— viene conservato il ticket di lire 2.000 sulla ricetta;

— sui farmaci il cui prezzo di vendita non supera le lire 5.000 non si paga alcun ticket;

— Sugli altri farmaci è introdotto un ticket del 20% sul prezzo di vendita, con arrotondamento alle 500 lire superiori. Viene pertanto abolito il regime in cifra fissa, che vedeva il pagamento di 1.500 lire per i farmaci compresi tra le 5.000 e le 25.000 lire e di lire 3.000 sui farmaci il cui costo era superiore alle lire 25.000. Per gli antibiotici in confezione monodose (la cui prescrizione non può superare 6 pezzi a ricetta) il 20% si calcola sul valore complessivo della ricetta sempre con arrotondamento alle 500 lire superiori. Per tale ticket restano in vigore le esenzioni vigenti;

— ticket del 40% (sempre con arrotondamento alle 500 lire superiori) su una serie di farmaci ritenuti non essenziali per le cure primarie (effetti collaterali) e per i quali non vige alcun regime di esenzione. Su tali farmaci bisogna pagare sia il ticket del 40% sia il ticket di lire 2.000 per ricetta. E ciò coinvolge tutti i cittadini, anziani e non, in quanto per essi non sono valide le esenzioni.

E probabilmente l'onere per il cittadino sarà onerosissimo in quanto difficilmente esso riconoscerà tutti i farmaci soggetti al ticket del 40%, dovrà affidarsi esclusivamente alla sensibilità del medico prescrittore. Molte volte tra ticket sulla ricetta e 40% del prezzo del farmaco conviene comperare direttamente il farmaco in quanto su di essi il ticket si paga anche se il

prezzo è inferiore alle 5.000 lire. In effetti si tratta di farmaci per i quali già un decreto del ministro della Sanità del 13 aprile 1984 ne aveva previsto la graduale esclusione del prontuario terapeutico, cosa finora non avvenuta.

Non ci convince il metodo della esclusione: invece di farlo con una programmazione settoriale e aziendale, si tenta di far fuoriuscire dal mercato questi farmaci scoraggiandone l'uso tramite un ticket elevato. I farmaci previsti dall'art. 6 del decreto del 13 aprile 1984, appartengono ai seguenti gruppi terapeutici: coleretici, coadiuvanti terapia iperammoniente, enzimi digestivi (escluso pancreatina ad alto dosaggio), antiacidusoti, agenti nutrizionali, vitaminici, antianemici associati, estratti corticossurrenali, revulsivi

per uso topico, alcuni chemio-antibiotici associati sistemici. Si può dire che il costo del ticket per il cittadino si è più che raddoppiato (mediatamente prima era circa il 10%), e talvolta la partecipazione della spesa può essere veramente molto onerosa, in quanto non vige più la norma di un tetto o di un massimale di spesa (il precedente regime in percentuale il massimale era di Lire 30.000 a ricetta). Oltre al massimale sarebbero da rivedere i limiti di reddito che danno diritto alle esenzioni: con gli attuali limiti, sicuramente un lavoratore dipendente non sarà mai esentato: 5.579.000 annue per una persona. 9.260.000 per nucleo familiare di due persone fino ad arrivare a 20.946.000 annue per nucleo familiare di sette persone.

LIMITI DI REDDITO PER ESENZIONI DAL TICKET

Nucleo familiare	Anno 1986	Anno 1987 (limiti di reddito 1986 +6%)*	Anno 1988 (limiti di reddito 1987 +4%)*
1	5.060.000	5.364.000	5.579.000
2	8.400.000	8.904.000	9.260.000
3	10.800.000	11.448.000	11.905.000
4	12.900.000	13.674.000	14.221.000
5	15.000.000	15.900.000	16.536.000
6	17.000.000	18.020.000	18.741.000
7	19.000.000	20.140.000	20.946.000

* per i soggetti ultrasessantacinquenni tali limiti sono elevati del 20% con un minimo di 2.000.000.

Lavoratori stagionali e a tempo determinato turlopinati dalle leggi all'italiana

di Lino GRIGOLETTO

Grande caos e disorientamento ha portato negli Enti Locali e tra i lavoratori l'applicazione di alcune norme previste da recenti leggi che si integrano a vicenda tra loro, in merito al reclutamento del personale stagionale e/o a tempo determinato.

Senza entrare nei particolari delle leggi citate (L. nr. 56/87 - D.L. nr. 86/80, L. nr. 160/88) vediamo, in sintesi, di che si tratta.

Queste disposizioni stabiliscono che gli Enti Pubblici (quindi anche i Comuni, l'U.S.L., ecc.) devono assumere il personale stagionale e/o a tempo determinato, fino al 4° livello funzionale, dalle liste di collocamento gestite dalle sezioni circoscrizionali per l'impiego.

In base alla legge viene predisposta una «lista speciale» per coloro che vogliono trovare lavoro nelle amministrazioni pubbliche, ed ogni lavoratore può iscriversi nella lista di collocamento della propria circoscrizione e anche (temporaneamente) nelle liste di un'altra regione mantenendo l'iscrizione nella sezione di residenza e conservando l'anzianità in essa maturata.

Per i lavoratori a tempo determinato o stagionali (es. addetti ai servizi scolastici, lavoratori assunti di anno in anno, ecc...) nell'anno di cui l'anno successivo perdono automaticamente il posto di lavoro in quanto non iscritti nelle liste.

Tale meccanismo è perciò inaccettabile, anche perchè esiste una legge (29/1/83 n° 17) che prevede che i lavoratori stagionali hanno diritto di riassunzione nell'anno successivo.

Sarebbe meglio che il Governo, anzichè continuare ad emanare leggi in contrasto tra loro, sulle spalle dei lavoratori, si decidesse a stabili-

re una volta per tutte delle norme chiare realmente «a favore dei lavoratori»!

Nei Comuni della nostra regione diversi lavoratori che negli anni scorsi venivano assunti «a tempo determinato» nei servizi scolastici, non sono stati riassunti quest'anno a causa di tale legge.

Il problema, sentito particolarmente dai Comuni, è stato discusso e analizzato in una riunione tra le OO.SS. di categoria e l'ANCI Valle d'Aosta in un incontro svoltosi il 6 settembre u.s. presso la sede del BIM in Aosta. Al termine della riunione è stato redatto un documento unitario dove sono state evidenziate le seguenti richieste, indirizzate all'ANCI Nazionale - ai parlamentari della V.d.A. al Presidente della Giunta Regionale della V.d.A. - alle organizzazioni sindacali:

«Le OO.SS. di categoria CGIL-CISL-SAVT-UIL e l'ANCI Sez. Valle d'Aosta, chiedono agli Organi competenti onde, in sede di emanazione del decreto previsto dall'art. 16, commi 4 e 5, della legge 28-2-1987, n. 56, da effettuarsi entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della legge di conversione 20 maggio 1988, n. 160 del decreto-legge 21-3-1988, n. 86, vengono tenute nella giusta considerazione le obiettive difficoltà delle amministrazioni comunali della Valle d'Aosta e, certamente, anche di altre piccole amministrazioni comunali d'Italia, nel senso che i lavoratori stagionali e a tempo determinato che già avevano espletato mansioni analoghe ed erano stati assunti negli anni precedenti, abbiano diritto di precedenza nelle relative e successive assunzioni, come previsto dall'art. 8 bis della legge 29 gennaio 1983, n. 17 e dei contratti nazionali di lavoro.

Prestazioni economiche di malattia

segue da pagina 2

es. alla scadenza del periodo concesso da precedente visita di controllo).

Qualora invece il lavoratore, sia risultato assente ingiustificato anche ad una seconda visita medica di controllo, la sanzione verrà applicata in misura del 100% per i primi 10 giorni e del 50% fino a conclusione dell'evento morboso (o a nuova visita di controllo a cui il lavoratore si sia sottoposto).

Si precisa che «seconda visita di controllo» può essere considerata indifferentemente sia la visita medica ambulatoriale, a cui il lavoratore, risultato assente a visita domiciliare, viene generalmente invitato per il giorno successivo - tramite avviso lasciato dal medico di controllo - sia, ove quest'ultima non sia stata predisposta, una seconda domiciliare.

L'eventuale giustificazione dell'assenza del lavoratore a visita di controllo domiciliare, non annulla gli effetti della mancata presentazione a visita ambulatoriale; a tale ultima assenza conseguita quindi l'applicazione della sanzione, al 100% per i primi 10 giorni se trattasi di prima assenza.

D'altronde, neppure la presentazione alla visita ambulatoriale che segue una assenza ingiustificata alla domiciliare, annulla gli effetti sanzionatori prodotti dalla precedente assenza: se trattasi di prima assenza si applicherà la sanzione al 100% per un massimo di 10 giorni, non oltre comunque il giorno precedente all'ambulatorio.

Nel caso in cui, dopo che il lavoratore sia risultato assente a visita domiciliare, seguita da un'ambulatoriale a cui lo stesso si sia presentato e giudicato idoneo al lavoro, venga predisposta una successiva visita di controllo a cui l'interessato risulti assente ingiustificato, si darà luogo all'applicazione della sanzione nella misura del 50% a partire

dalla scadenza del periodo sanzionabile di 10 giorni al 100%, salvo il pagamento integrale dell'indennità per i giorni di incapacità accertati in occasione della precedente visita di controllo ambulatoriale.

Al riguardo, si chiarisce che i giorni sanzionabili al 100% possono anche essere individuati oltre il 10° giorno di malattia: (ad es. quando il controllo ambulatoriale a cui si sia sottoposto il lavoratore dopo una prima assenza cada nel 6° giorno di malattia: in tale ipotesi, alla scadenza del periodo accertato in sede di controllo, in caso di nuova assenza ingiustificata, prima di applicare la sanzione al 50% deve essere completata quella al 100% per altri 5 giorni, secondo l'esempio); esaurito il periodo sanzionabile al 100%, si applicherà la sanzione nella misura del 50% per l'ulteriore periodo di malattia.

Qualora a seguito di due riscontrate assenze, venga predisposto per il perdurare della medesima malattia un ulteriore controllo a cui l'interessato risulti ugualmente assente, si provvederà ad interrompere, dalla data in cui viene riscontrata tale ultima assenza, la corresponsione delle prestazioni economiche a carico dell'Istituto.

In tale ultima ipotesi, dovrà essere data immediata comunicazione all'interessato del provvedimento adottato.

Si conferma, poi, che l'omessa o errata indicazione dell'indirizzo sulla certificazione di malattia comporta la perdita della relativa indennità economica.

Al riguardo tenuto conto delle modifiche apportate dalla sentenza di interesse alla normativa finora vigente, si precisa che causa dell'esclusione dal diritto all'indennità suddetta non è più da considerarsi l'equiparazione del comportamento omissivo del lavoratore all'assenza a visita di controllo, bensì la mancanza di uno dei requisiti essenziali della certificazione di malattia.

OGGETTO: Sentenza Corte Costituzionale n. 436/1988. Illegittimità art. 3 L. 222/84.

Con sentenza n. 436 del 25 marzo-14 aprile 1988, la Corte Costituzionale ha dichiarato l'illegittimità dell'art. 3 della L. 222/84, che impediva la liquidazione delle prestazioni di invalidità a coloro che avessero fatto richiesta dopo il compimento dell'età pensionabile.

L'articolo in questione è stato dichiarato illegittimo con riferimento agli artt. 3 (uguaglianza dei cittadini) e 38, comma secondo (diritto alla previdenza) della Costituzione.

Secondo la Corte, infatti, se è giusta l'osservazione dell'INPS secondo cui il rapporto assicurativo obbligatorio è complessivo e quindi le relative prestazioni sono in alternativa fra loro, nell'ipotesi in cui al raggiungimento dell'età pensionabile il lavoratore non abbia ancora i requisiti contributivi per conseguire la pensione di vecchiaia, mancando quindi la fattispecie di cumulo di prestazioni alternative, «il divieto che tale norma pone lo priverebbe di ogni tutela previdenziale».

È pertanto possibile chiedere la pensione di inabilità o l'assegno di invalidità anche dopo l'età pensionabile e ottenerli, se in presenza dei richiesti requisiti, ferma restando l'incumulabilità con la pensione di vecchiaia e la pensione sociale.

Bandi di concorso

CONCORSI BANDITI DALL'U.S.L. VALLE D'AOSTA

- N. 1 posto di aiuto corresponsabile ospedaliero (ruolo sanitario - profilo professionale medici) appartenente all'area funzionale di chirurgia - disciplina di odontoiatria e stomatologia.

- N. 1 posto di assistente medico, con rapporto di lavoro a tempo pieno, (ruolo sanitario - profilo professionale medici) appartenente all'area funzionale di medicina - disciplina di nefrologia e dialisi.

- N. 1 posto di posizione funzionale di psicologo collaboratore (ruolo sanitario - profilo professionale psicologi).

- N. 2 posti di assistente sociale coordinatore (ruolo tecnico - profilo professionale assistente sociale). Riapertura termini.

- N. 3 posti di assistente sociale collaboratore (ruolo tecnico - profilo professionale assistente sociale). Riapertura termini.

- N. 35 posti di operatore professionale collaboratore - infermiere professionale (ruolo sanitario - personale infermieristico - operatori professionali di categoria).

- N. 5 posti di operatore professionale collaboratore - ostetrica (ruolo sanitario - personale infermieristico - operatori professionali di categoria).

La scadenza per la presentazione della domanda per i sopracitati bandi di concorso è fissata per il giorno 7/10/1988.

CONCORSI BANDITI DALLA REGIONE AUTONOMA VALLE D'AOSTA

- N. 4 posti di addetto alle cucine, alle pulizie e alla lavanderia nell'ambito dei servizi comunali a favore delle persone anziane ed inabili.

- N. 3 posti di addetto alle pulizie e alla lavanderia nell'ambito dei servizi comunali a favore delle persone anziane ed inabili.

- N. 8 posti di infermiere professionale nell'ambito dei servizi comunali a favore delle persone anziane ed inabili.

- N. 1 posto di interprete nell'ambito dell'assessorato del turismo, urbanistica e beni culturali.

- N. 1 posto di fattorino cassiere della funivia Buisson-Chamois.

La scadenza per la presentazione della domanda per i sopracitati bandi di concorso è fissata per il giorno 27/10/1988.

Per ulteriori informazioni e per prendere visione dei bandi rivolgersi presso la sede del S.A.V.T. P.zza Manzetti, 2.

Assistenza del Patronato SAVT

LAVORATORI: PER OGNI PRATICA ASSISTENZIALE

Pensioni di tutte le categorie, italiane ed estere. Infortuni e malattie professionali (silicosi, broncopneumopatie, ecc.) Assegni familiari. TBC. Disoccupazione (ordinaria, speciale, lavoratori forestali). Verifica posizione assicurativa. Accredito servizio contributi figurativi (servizio militare ecc.). Prosecuzione volontaria. Ricongiunzione periodi assicurativi. Controllo buste paga e liquidazioni. Dichiarazione dei redditi e pratiche varie.

ORARIO DELLE SEDI
Piazza Manzetti 2 - tel. 0165/361019
Da lunedì a venerdì dalle 8,30 alle 12
dalle 14,30 alle 18,30

PONT ST. MARTIN
Via E. Chanoux 108 (vicino al Bar ROSA ROSSA)
tel. 0125/84383
Mercoledì e Sabato dalle 9,00-12,00

VERRES
Via Duca d'Aosta 29 tel. 0125/920425
Lunedì
9-12/16,30-19,00-Venerdì
9,00-12,00

HONE
Trattoria Bordet - Giovedì
8,30-10,00

DONNAS
Bar Stazione - Giovedì 11,00-12,00

CHATILLON
Via E. Chanoux, 110
Lunedì 9,00-12,00

COGNE
Bar Liconi - Venerdì
9,00-12,00

MORGEX
Via Valdigne, 92 (Casa Bottino)
Giovedì 9,00-12,00

VALLE DI CHAMPORCHER
1° venerdì del mese

VALLE DI GRESSONEY
1 e 3° mercoledì del mese

VALLE D'AYAS
2° e 4° venerdì del mese

ARNAD
- Trattoria Des Amis - 1°
venerdì del mese
14,00-15,00